

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Services postaux

♦ Le Conseil Télécommunications du 22 décembre dernier n'a abouti à aucun accord sur la libéralisation des services postaux. L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, les Pays Bas et la Suède ont soutenu la proposition de la Commission de libéralisation rapide du secteur. L'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, la Grèce, le Luxembourg et le Portugal, ont souhaité un processus moins rapide. La Grande-Bretagne est restée en retrait du débat. En l'absence de majorité qualifiée dans un sens ou dans l'autre, le dossier a été renvoyé au Comité des représentants permanents. La Commission a maintenu sa proposition, pourtant profondément amendée par le Parlement le 14 décembre dernier (cf. bulletin 70).

♦ Le Tribunal de première instance a rendu un arrêt (T-613/97) annulant une décision de la Commission considérant que l'assistance logistique et commerciale fournie par La Poste (France) à sa filiale SFMI-Chronopost n'était pas une aide d'Etat. Le Tribunal a considéré que la Commission aurait dû vérifier, préalablement, que La Poste n'avait pas utilisé sa situation de monopole public sur le marché du courrier ordinaire au profit de sa filiale.

### Télécommunications

♦ Le Conseil Télécommunications du 22 décembre, essentiellement consacré au secteur postal, n'a donné lieu à aucune avancée sur le paquet de cinq directives d'encadrement des télécommunications proposées par la Commission, qui vise à adapter l'actuelle réglementation aux évolutions du secteur. Les ministres ont pris acte de l'ensemble des propositions législatives et confirmé l'accord de principe du Comité des représentants permanents (COREPER). Le "paquet" comporte un projet de directive cadre qui propose des dispositions horizontales et des objectifs et principes auxquels seraient soumises les autorités de régulation nationales (ARN), ainsi qu'une définition du concept de "puissance sur le marché". Fondée sur la notion de "position dominante", au titre des règles de concurrence, elle est destinée à imposer des obligations aux opérateurs qualifiés de puissants sur le marché. Les points en débat portent sur le rôle de la Commission, le mécanisme de consultation et de transparence, le calcul de la puissance sur le marché (même appuyée sur la jurisprudence de la Cour de justice, la notion de position dominante ne semble pas suffisamment claire à certains Etats membres pour être utilisée à court terme par les ARN). Le COREPER a été chargé de présenter des propositions de conclusions.

♦ En application de l'article 28 de la directive 98/10 CE (relative à "L'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel"), la Commission a actualisé, fin décembre, les paramètres destinés à mesurer la qualité du service universel dans le domaine des réseaux téléphoniques fixes, par une décision qui modifie l'annexe III de cette directive. Cette mise à jour, avait préalablement été soumise aux Etats membres au sein du comité ONP qui a donné un avis positif. La directive 98/10 sera remplacée, prochainement,

### Postal Services

♦ The Telecommunications Council held on 22<sup>nd</sup> December did not reach any agreement on the liberalisation of postal services. Germany, Austria, Belgium, Denmark, Finland, the Netherlands and Sweden supported the Commission's proposal for a quick liberalisation of this sector. However, Spain, France, Ireland, Italy, Greece, Luxembourg and Portugal preferred a slower process. Britain remained out of the debate. Having fallen short of a qualified majority in either direction, the issue was referred to the Committee of Permanent Representatives. The Commission upheld its proposition even though it was significantly amended by the Parliament on 14<sup>th</sup> December (cf. bulletin 70).

♦ The Court of first instance gave a ruling (T-613/97) nullifying the Commission's decision which considered that logistic and commercial assistance extended by La Poste (France) to its subsidiary company SFMI-Chronopost did not constitute State aid. The Tribunal felt that the Commission should have, prior to the decision, verified whether La Poste did not use its public monopolistic position on the ordinary mail market to the benefit of its subsidiary company.

### Telecommunications

♦ The Telecommunications Council held on 22<sup>nd</sup> December, whose agenda was mainly on the postal sector, enabled no progress to be made on the package of five framework directives, concerning telecommunications and proposed by the Commission, which aims at adapting the present regulations to the evolution taking place in the sector. Ministers have taken note of all legislative propositions and confirmed the agreement, in principle, of the Permanent Representatives Committee (COREPER). The "package" includes a draft framework directive which proposes horizontal measures, principles and objectives to which National Regulatory Authorities (NRA) will be subjected, as well as a definition of the concept of "power in the market". Based on the concept of "dominant position" as far as competition rules are concerned, its objective will be to impose obligations upon operators considered as having significant market power. Issues being debated concern the role of the Commission, transparency and consultations mechanisms, calculation of power on the market (even when the case law of the Court of Justice is applied, for certain Member States, the notion of dominant position does not appear to be sufficiently defined, so as to be applicable, in the short term, by NRA) The COREPER was asked to present its propositions and conclusions.

♦ In application of the article 20 of the directive 98/10 CE (concerning the "Application of open network provision – ONP) to voice telephony and the establishment of a universal service of telecommunications in a competitive environment, the Commission updated, end December, parameters used in measuring the quality of universal service in the domain of fixed telephone network, through a decision which modifies annexe II of this directive. This updating, had previously been submitted to Member States within the ONP committee which gave its favourable opinion. Directive 98/10 will soon be replaced ...

par une nouvelle directive consacrée au service universel qui fait partie du paquet législatif d'encadrement des télécommunications ("Proposition de directive concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques" présentée le 12 juillet 2000 au Parlement et au Conseil).

♦ La Commission a présenté son 6<sup>e</sup> rapport sur la libéralisation des télécommunications dans lequel elle souligne, notamment, les bienfaits de la libéralisation sur la croissance en Europe et invite les Etats membres à maintenir leurs efforts dans ce domaine. Le rapport est disponible sur le site de la Commission [www.europa.eu.int](http://www.europa.eu.int)

---

## Marchés publics

Le Conseil marché intérieur-consommateur du 30 novembre 2000, a confirmé les divergences de fond entre la Commission et le Conseil sur le paquet législatif proposé par la Commission visant à refondre la législation sur la passation des marchés publics (cf. bulletin 58), notamment sur la "procédure négociée" de passation des marchés publics de fournitures, de services et de travaux. Par crainte d'une corruption généralisée, le commissaire Bolkestein, a menacé de retirer sa proposition si cette procédure était étendue à tous les domaines. Sur le fait que tout condamné, fraudeur ou personne ayant subi des faillites, devait être automatiquement exclu du processus de sélection, les Etats ont suivi la Commission, tout en voyant mal comment faire de ce principe une règle contraignante. La partie de la proposition relative aux marchés passés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, du transport, qui implique que ceux-ci soient ouverts à la concurrence, sera examinée à un prochain Conseil. Ce paquet législatif sensible devrait arriver, en plénière, au Parlement européen, en mai 2001.

---

## Aides d'Etat

La Cour de justice a rendu un arrêt (C-94/99) qui considère que la participation à un appel d'offres d'organismes bénéficiant de subventions publiques non affectées à un projet déterminé, aux côtés de soumissionnaires non subventionnés, n'est pas, en soi, contraire au principe d'égalité de traitement des soumissionnaires. La Cour a considéré qu'aucune règle ne prévoit l'exclusion d'un soumissionnaire ou le rejet automatique de son offre du seul fait qu'il perçoit de telles subventions. Aux termes de la directive 92/50, le prestataire de services qui présente une offre peut être une personne physique ou morale "y inclus un organisme public". Concernant les aides éventuellement octroyées à des entreprises installées sur le territoire de l'Etat membre qui les dispense, la Cour remarque que cela ne constitue pas, en soi, une discrimination déguisée ni une restriction à la libre circulation des services, dans la mesure où l'inégalité de traitement qui en découle pour les entreprises des autres Etats membres est inhérente à la notion même d'aide d'Etat.

---

## Consommateurs

Dans son bulletin n°33, le BEUC appelle à une plus grande libéralisation de la Poste (p 2) et souligne que "La libéralisation des télécommunications n'est pas un cadeau pour les consommateurs" (p 3).

by a new directive dedicated to the universal service, which is part of the framework of legislative package of telecommunications ("Proposition of a directive concerning the universal service and the rights of users of electronic communication networks and services", presented before the Parliament and the Council on 12<sup>th</sup> July 2000.

♦ The Commission presented its 6<sup>th</sup> report on the liberalisation of telecommunications in which it stresses, in particular, the advantages of liberalisation on growth in Europe and calls on Member States to maintain their efforts in this domain. The report is available on the Commission's site at [www.europe.eu.int](http://www.europe.eu.int).

---

## Public procurement

The Internal Market-Consumer Council of 30<sup>th</sup> November 2000, confirmed the existence of basic differences between the Commission and the Council on the legislative package proposed by the Commission and aimed at revising the legislation on the attribution of public tenders (cf. bulletin 58), in particular, on "negotiated procedure" of the attribution of contracts for provisions, services and works. Fearing generalised corruption practises, commissioner Bolkestein, threatened to withdraw his proposition if the procedure were to be extended to all domains. Based on the fact that anybody convicted or guilty of fraud or else someone who experienced bankruptcy, should automatically be excluded from the selection list, Member States have accepted to follow the Commission's proposal, whilst making reservations on how such a principle could be made a binding rule. Part of the proposition on contracts passed in water, energy and transport sectors, i.e. sectors open to competition, will be examined during the next Council. This sensitive legislative package should be presented at the European Parliament's plenary session in May 2001.

---

## State aid

The court of Justice has issued a judgement (C – 94/99) in which it is considered that participation in an invitation to tender by organisations benefiting from public subvention that are not effected to a determined project, alongside non subsidised tenders is not in itself contrary to the principle of equal treatment of tenderers. The Court observed that no rule provides for the exclusion of a tenderer or for the automatic exclusion of his offer on the sole fact that the tenderer in question benefits from such subventions. In terms of directive 92/50 the service provider presenting an offer could be an individual or a legal entity "including public organisations". Concerning aid that could have been given to enterprises established within the territory of the Member State giving them aid, the Court indicates that, this does not in itself constitute discrimination in disguise nor restriction to free movement of services, since the inequality of treatment which is applicable to enterprises of other Member State is inherent in the very notion of state aid.

---

## Consumers

In its bulletin n° 33, the BEUC calls for the widest liberalisation of Postal services (p 2) and stresses that "the liberalisation of telecommunications is not a gift to consumers" (p. 3).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : [celsig@worldnet.fr](mailto:celsig@worldnet.fr). Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.